



Vérifier au prononcé

**Intervention de S.E.M. Léo Mérorès, Président du Conseil économique et social,
à la réunion préparatoire de l'ECOSOC
New York, le 6 mars 2008**

Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec le plus grand plaisir que je vous accueille à cette importante réunion. Alors que nous entrons dans la deuxième année des nouvelles fonctions confiées à l'ECOSOC et que nous nous apprêtons à tenir officiellement le premier Forum pour la coopération en matière de développement, la réunion d'aujourd'hui nous offre une excellente occasion de contribuer à l'exécution des deux « nouveaux » mandats du Conseil, à savoir l'Examen ministériel annuel et le Forum pour la coopération en matière de développement, et de partager les attentes du Conseil à leur égard.

Nous avons tous été témoins, l'an dernier, du lancement réussi de l'Examen ministériel annuel. Les débats animés qui se sont tenus lors des exposés nationaux facultatifs sont encore frais à l'esprit. Ce succès se manifeste dans le fait que, cette année, huit pays se sont portés volontaires, dont quatre pays développés. En outre, plusieurs autres pays se sont déjà portés volontaires pour l'an prochain. Oui, il y a un enthousiasme réel et il est vraiment agréable d'entendre les pays parler des expériences concrètes qu'ils tirent de l'exécution de leur stratégie nationale de développement. Mais est-ce que cela a changé quelque chose dans la situation de ces pays? Les problèmes qui ont été soulevés ont-ils été surmontés ou sont-ils en voie de l'être? A-t-on pris des mesures pour assurer le suivi de ces exposés? Que pouvons-nous faire pour que ces pays restent engagés dans les travaux du Conseil?

L'Examen ministériel annuel, en particulier les exposés nationaux facultatifs, n'est pas destiné à rester un événement ponctuel. Il devrait représenter la première étape d'un processus visant à promouvoir la responsabilité dans l'exécution des engagements et à faciliter la mise en œuvre plus rapide du programme de l'ONU en matière de développement. Les exposés nationaux facultatifs doivent fournir aux pays l'occasion de partager leurs données d'expérience et d'envisager les moyens de surmonter les obstacles ensemble, ainsi que d'intensifier leurs efforts afin d'atteindre les objectifs nationaux. Comment pouvons-nous faire en sorte qu'il en soit ainsi?

Si nous ne disposons pas de systèmes de suivi satisfaisants, notamment des systèmes de contrôle et d'évaluation, nous risquons de nous trouver en possession d'un grand volume d'informations sans que

le Conseil puisse être certain d'être en mesure d'évaluer les incidences au niveau des pays. En étudiant les moyens d'avoir une action plus percutante, le Conseil peut aussi tirer parti des examens effectués dans d'autres instances, telles que l'Union africaine et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Bien que les examens de l'ECOSOC procèdent d'une démarche totalement volontaire, le Conseil peut tirer profit des travaux de ces organisations dans ce domaine. J'espère que la première table ronde ce matin nous suggérera comment orienter l'Examen ministériel annuel, en particulier les exposés nationaux facultatifs, afin d'en faire un processus à long terme plus intégré pour les pays qui partagent leurs données d'expérience et ceux qui veulent bénéficier de ces enseignements.

La deuxième table ronde, ce matin, axera ses travaux sur le thème adopté cette année pour les exposés nationaux facultatifs, « le développement durable », et envisagera comment l'ECOSOC peut aider à renforcer et à accélérer la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international. Le développement durable ainsi que la nécessité d'intégrer ses trois composantes – économique, sociale et environnementale – ne sont plus des notions nouvelles. Cependant, il semble que nous soyons toujours en train de nous efforcer de les intégrer complètement dans nos politiques et de nous rapprocher à grands pas des objectifs du développement durable. En vérité, lors du débat électronique organisé par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), on a pu relever plusieurs messages décisifs qui vont dans ce sens. Tout d'abord, il faut assurer une plus grande cohérence des politiques aux niveaux mondial et régional et au niveau des pays. Ensuite, l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales demeure un défi à relever au plan de la planification et des opérations. À la difficulté d'intégrer ces dimensions sectorielles horizontales vient aussi s'ajouter celle d'aménager les divers calendriers d'exécution des stratégies de base, telles que les stratégies de réduction de la pauvreté, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les stratégies nationales de développement durable. Enfin, il faut renforcer les capacités dans les pays tant développés qu'en développement pour parvenir à cette intégration complète et faire avancer le programme de l'ONU en matière de développement en termes réels. J'attends des débats de la deuxième table ronde qu'ils aident le Conseil à orienter ses travaux en juillet et à produire des résultats de valeur.

Je n'ai aucun doute que nous partageons tous l'opinion que la revitalisation de l'ECOSOC et le succès de l'Examen ministériel annuel et celui du Forum pour la coopération en matière de développement sont deux faces d'une même pièce. L'un ne va pas sans l'autre. Par conséquent, c'est dans la qualité de nos débats que nous trouverons les véritables signes avant-coureurs de la nouvelle efficacité de l'ECOSOC, ainsi que dans l'influence qu'aura le premier Forum biennal pour la coopération en matière de développement.

Notre objectif devrait être de faire de cet événement historique l'assemblée mondiale où se rencontrent les responsables politiques éminents pour débattre les questions de coopération pour le développement, qui sont au cœur des préoccupations tant des pays en développement que des pays développés. Il importe, par conséquent, que nous examinions cet après-midi comment nous pouvons assurer le succès du Forum pour la coopération en matière de développement en 2008 et au-delà.

Les deux événements préparatoires majeurs qui se sont tenus jusqu'à présent – les colloques de haut niveau de Vienne et du Caire – nous apprennent comment une concertation de haut niveau sur les politiques peut avoir lieu d'une manière ouverte, franche et interactive entre les divers groupes de parties prenantes. C'est en partie grâce à ces dialogues intéressants et révélateurs qu'il nous est permis d'attendre beaucoup du Forum pour la coopération en matière de développement à venir. Il convient de répondre à ces attentes si nous voulons que l'ECOSOC devienne l'instance déterminante pour un débat mondial sur la coopération internationale en matière de développement.

Cet après-midi sera une excellente occasion de récapituler les débats et les résultats des colloques de Vienne et du Caire. Non seulement nous pourrions évaluer où nous en sommes, mais nous nous préparerons aussi pour le Forum qui se tiendra sous peu. Je vous demande de partager vos idées et vos attentes en ce qui concerne le Forum de 2008 et au-delà, en gardant particulièrement à l'esprit la Conférence de suivi de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey qui se tiendra vers la fin de l'année et du forum de haut niveau qui aura lieu à Accra en septembre. Les parties prenantes participant au Forum nous feront également part de leurs attentes.

Une journée bien occupée nous attend. Afin de nous aider à préparer les sessions de fond de cette année, nous avons l'honneur d'avoir parmi nous aujourd'hui un certain nombre d'éminents experts qui ont une longue expérience du développement durable et de la coopération en matière de développement. Avant de confier la réunion à l'animateur de la séance de ce matin, j'ai maintenant le plaisir de donner la parole au Secrétaire général adjoint pour les affaires économiques et sociales, M. Sha Zukang, pour ses remarques liminaires.